

Etats Généraux de l'Histoire-Géographie, le 28 janvier 2012.

Pour une tribune libre dans *Historiens&Géographes*

Dans quel contexte politique imprévisible l'enseignement de l'histoire et de la géographie est-il plongé ? Le choc avec la loi des marchés détermine l'APHG à mobiliser la profession contre leur destruction programmée.

Michel BARBE. Vice président (honoraire) de la Régionale d'Aix-Marseille.

Notre métier nous a appris à replacer chaque événement, chaque fait, dans son contexte chronologique qui, seul, peut donner sens, compréhension et signification à l'histoire que nous enseignons au nom de la République laïque. C'est cette méthode scientifique que le pouvoir politique disloque et vise à effacer de nos tableaux à coups de boutsoirs particulièrement violents. Oui, l'histoire est cette matière qui a la tête dure comme les faits eux-mêmes qu'elle révèle et analyse ! Mais quelle force peut tenter de nier les faits eux-mêmes ? *Big Brother* ? Les profs détestent *Big Brother* et lui font une chasse efficace ! Le contexte politique dans lequel se développent nos Etats Généraux est certainement celui de la crise de civilisation la plus désastreuse de l'histoire de l'humanité, rongée de l'intérieur par un cancer généralisé. Nul n'est épargné. Prévisible mais inédite à ce jour, cette « crise » conduit les pays droit dans le mur d'une catastrophe incontrôlable ! Nos élèves actuels, futurs collègues qui rédigeront les futurs programmes d'histoire-géographie dont nos Etats généraux auront donné les contours vérifieront qu'il s'agissait bien de l'effondrement d'un tragique anachronisme qui avait fait son temps : le capitalisme « mondialisé ». Il entraînait les civilisations dans la spirale aveugle d'un *trou noir* insatiable. En ce mois de janvier 2012, son cerveau a été localisé sur l'écran de nos GPS à New York, près du FMI, lieu-dit : *Standard and Poor's*. Il retirait à la France sa bonne note au tableau d'honneur des bons payeurs de cette entité économique fabriquée par elle qu'elle nommait *LA dette*. Les professeurs et les citoyens qui la découvraient n'en comprenaient ni l'origine, ni la signification, ni la justification. Elle faisait main basse sur tout ce que avait été accumulé depuis des siècles et que les professeurs enseignaient à leurs élèves comme étant des acquis définitifs. Les autorités exigeaient d'eux qu'ils se fassent les courtiers et avocats d'une *dette* éternelle, associée à une curiosité nouvelle que les programmes substituaient à la géographie : le *développement durable*. Tout devint soudain « durable » ! Une vie entière consacrée à rembourser la dette et à tenter de comprendre l'autre ! Comment rembourser une telle *dette* se chiffrant en centaines de milliards d'euros ou de dollars ? Erreurs de calcul ? Des zéros mal placés ? Qui pouvait bien avoir emprunté en notre nom des sommes pareilles, à l'insu de tous ? On donna aux professeurs la tâche de convaincre leurs élèves que *la dette* était chose « naturelle ». Il fallait la « naturaliser ». N'était-elle pas aussi vieille que l'humanité. Vivre avec elle. Travailler pour elle. Se ruiner pour elle ! Mais pas pour tous ! Les professeurs, refoulant leur devoir de réserve, s'interrogeaient à haute voix : quelle *dette* ? Payable à qui ? Qu'avions-nous emprunté qui coûtait si cher à rembourser ? Bref, minée par le doute en cherchant à comprendre, la France devint mauvaise élève. Elle se rebella contre un monstre qui leur faisait les poches. Il avait l'image du bon roi Louis Philippe siégeant sur son trône percé engloutissant toute la production pour satisfaire de ses débris de digestion, l'appétit de courtisans affamés ! Le monstre avaleur est invisible, omniscient, doté de tous les pouvoirs réels : les *marchés*. Pour lui tout s'achète, tout se vend ! Rien ne lui échappe ! Même l'histoire-géographie et leurs professeurs sont

sommés de se vendre sur le marché de l'impératif catégorique : payer *la dette* ! Ignorer toute conquête sociale arrachée par la lutte des classes, ce moteur de l'Histoire. Hors programme ! Les *marchés*, rendus furieux par la résistance des professeurs, dénoncèrent ces pelés, ces galeux des salles de profs : tous des rouges, tous des communistes, toujours en grève ! Tous au bureau du proviseur ! Il pèsera vos compétences sur la balance offerte par les *marchés* pour en faire leur agent recruteur docile. L'histoire et la géographie furent déclarées hors-la-loi ! On dota les professeurs d'un nouveau statut : vendeurs d'un bac d'amnésie ! Le chantier de démolition ressembla à celui des carcasses de ces bateaux échoués sur les plages : par morceaux ! On asphyxia toute compréhension par substitution de thèmes à la chronologie. Pour preuve : l'étude des « totalitarismes » après la Seconde guerre mondiale ! Pourquoi pas ? Cela permet d'amputer l'histoire de siècles entiers ou même d'en supprimer froidement l'enseignement en terminale scientifique. La « guerre » devint un thème d'étude de psychologie collective qualifiée : « brutalisation » ! Leurs causes ? Hors sujet ! La crise de 29 ? Quelle crise ? En géographie on effaça les frontières des Etats pour mieux les disséquer en régions utiles ou inutiles selon l'intérêt que leur portaient les *marchés*. Les cartographes cartographièrent l'Europe et le monde transformés en entités rentables pour les investisseurs. Du pétrole sur les côtes de Provence ? Du gaz de schistes au Canada ou dans le Massif central ? Le président de l'APHG s'indigna. Des géographes de renom s'indignèrent : « *Où est donc passée la France ?* », « *Mais où sont passés les hommes ?* ». Des milliers de professeurs scandalisés déclarèrent haut et fort les programmes de 1<sup>ère</sup> « infaisables » ! Jamais, de mémoire d'enseignant, pareille jacquerie n'avait été observée en salles des profs ! Dans quelques lycées la colère froide éclata au point de voir des équipes rédiger des programmes « faisables » : ils y réintégraient d'office la chronologie en histoire et la géographie en géographie ! L'Inspection, étonnée, restait silencieuse ! Un décret ne cherchait-il pas à lui substituer les chefs d'établissement eux-mêmes, soudain reconnus pédagogiquement compétents pour détecter sur le marché ouvert des professeurs les plus aptes à répondre à leurs besoins ?

L'APHG, cette belle endormie, se réveilla pour prendre en main la direction de l'indignation silencieuse et lui donner force et perspective, du sommet à la base. Elle appela la profession à s'organiser dans chaque lycée, dans chaque collège. Elle alerta l'opinion publique par tous les moyens. Michelet aimait à dire *l'histoire dit tout*. Les professeurs d'HG voulaient pouvoir tout dire à leurs élèves et au pays. Ils appelaient cela « démocratie citoyenne ». Elevés à l'école de 1789, les professeurs opposèrent à la loi des *marchés* - lesquels s'étaient offert pour ministre de l'Education nationale un excellent ignorant en histoire-géographie - la rédaction de leurs Cahiers de doléances. Toutes les contre-réformes qui saccageaient les programmes et leur métier furent balayées d'un coup. La guerre de l'histoire-géographie contre la loi des *marchés* fut déclarée. L'Histoire y redevenait instruction civique et démocratie en acte. Le combat fut rude ! Les *marchés* vacillèrent : pouvaient-ils gagner contre un peuple qui défend son histoire et sa géographie comme la prunelle intime de ses yeux ! Une histoire qui leur disait à quel point le peuple est pétri de sa substance révolutionnaire ! Pouvaient-ils supporter un enseignement fondé sur les ruines de la Bastille ? Rasée jusqu'au dernier moellon par un peuple appelé, un jour chaque année, « *Aux armes, citoyens, Formez vos bataillons !* » Un jour mémorable où tout le monde se reconnaît, danse et chante le *ça ira, ça ira, les aristocrates à la lanterne !* Pour repousser les *marchés* dans leurs retranchements, le peuple rédigea un appel encore plus séditieux : « *Debout ! les damnés de la terre. Nous ne sommes rien, soyons tout !* » Qui fit le tour de la planète. Chanté par les professeurs et leurs élèves dans toutes les manifs et les grèves. Plusieurs fois, devant le nombre et l'unité réalisée, les *marchés* durent battre

en retraite. Insuffisant : ils se cramponnaient. Consciente du désastre en voie de se réaliser dans cette situation d'équilibre politique instable, la direction de l'APHG décréta l'état d'urgence. Elle appela à des Etats Généraux de l'histoire et de la géographie. Acte premier pour redonner force et confiance en elle à la profession et la tourner vers le pays, vers les élus, vers les candidats aux plus hautes fonctions de l'Etat. Ne fallait-il pas restituer au pays et à ses enfants toute son histoire et toute sa géographie pour interdire aux *marchés* et à leur diabolique *Troïka* protectrice, de les déboussolez : « dégage ! » leur crièrent-ils. L'histoire et la géographie sont nos seules boussoles. Elles sont nos repères dans le temps et dans l'espace ! Ne fallait-il pas convaincre et aider les futurs élus du peuple, effrayés par le choix à faire entre histoire-géographie et cette *dette* pharaonique à payer, entre civilisation et barbarie, à franchir le Rubicon ? Sautez ! La guerre de l'histoire-géographie contre les *marchés* s'aiguisa. Chacun retint sa respiration. Le test, pour les professeurs, était le rétablissement du programme obligatoire de leur enseignement en terminales S. De quel côté leurs candidats préférés allaient-ils se placer ? Celui du déclin ou celui de l'avenir de la civilisation ? Les Etats-généraux décidèrent de maintenir leur pression indépendante jusqu'à satisfaction. Ils se transformèrent en comité national permanent de vigilance. Il y aurait bien une vie après les Etats généraux ! la preuve : il y en eût bien une après ceux de 1789 ! L'histoire l'a dit ! Et quelle vie !